

Singulier pluriel

Déposé le 13/02/2024

Fédération Syndicale Unitaire de la Drôme

SITE DE DEPOT

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

- LES PROCHAINS STAGES FSU -

Faites vivre vos droits syndicaux...
Inscrivez-vous, participez !



26

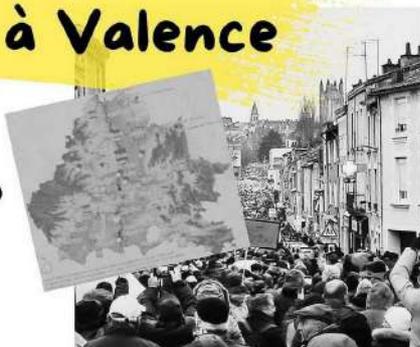
07

Stage Histoire du
syndical et système éducatif
et enjeux présents

Mardi 2 avril
9h - 17h à Valence

AVEC
MALORIE FERRAND

DOCTEURE EN
HISTOIRE



Le matin - la conception et la mise en œuvre
des politiques éducatives

L'après-midi - les luttes locales contre les projets
de l'Etat, exemple de la carte scolaire

Demande d'autorisation d'absence avant le 2 mars

VALENCE CONFÉRENCE

Mardi 2 avril 2024
à 19 h

GESTICULÉE

SUIVIE D'UN DÉBAT

PAR NICOLAS SIZARET

Ancien consultant interne au Ministère de l'Éducation Nationale



PARTICIPEZ À L'ENTRÉE EN BOURSE DE L'ÉDUCATION NATIONALE !

Pourquoi notre Ecole Publique est menacée de privatisation ?

VALENCE Maison des Syndicats - 17 rue Bizet - 26000 Valence



Participation libre

fsu26.fsu.fr



SOMMAIRE :

p.1 : Stage 02/04
et conférence gest.
p.2 : Edito et
CR stage AESH...
p.3 : Rosies ...

p.4 : Non à loi Darmanin ;
Cessez-le-feu à Gaza !
p.5 : VDHA ; EPS vs. JOP
p.6 : Attal vs. Collège
p.7 : 1^{er} février et suites...
p.8 : le 8 mars ; 19 mars FP...

Élu alors qu'il avait à peine 40 ans, Emmanuel Macron est le plus jeune Président de la République française. À 34 ans, Gabriel Attal est le plus jeune Premier Ministre de la V^{ème} République. Mais force est de reconnaître que, contrairement aux apparences et à tous les efforts de leurs communicants, la ligne politique de nos deux sémillants dirigeants est nauséusement tournée vers le passé le plus conservateur.

La réaction demeure le moteur du macronisme. Il s'agit de mettre au pas toutes celles et tous ceux qui n'appartiennent pas aux coteries de la finance. Smicardisation et retraite pour les morts afin de gratifier le travail d'un côté, la bonne santé et la bonne éducation pour les riches grâce au privé de l'autre, voilà qui permet de bien séparer le bon grain de l'ivraie.

Et pour l'imposer au peuple qui ne comprend rien, il convient donc, à coup de menton viril, de réarmer civiquement la France. Les femmes à la cuisine pour élever les enfants ; les enfants à l'école en uniforme puis au SNU pour devenir de la docile chair à patrons ; les hommes au travail, même s'ils sont au chômage.

Pourtant, nous avons été des millions dans les rues contre la réforme des Retraites, nous avons été des milliers à manifester, le week-end, contre la loi Darmanin, nous avons été majoritairement en grève le 1^{er} février pour défendre le Service Public d'Éducation. Systématiquement les Rosies de la Drôme sont en première ligne pour chanter et danser la dignité des travailleuses, et donc de toutes et tous.

D'autres rendez-vous sont d'ores et déjà prévus, dans l'Éducation ces prochains jours, le **8 mars** pour une grève féministe massive, le **19 mars** pour une Fonction Publique forte et au service de toute la population.

En 1789, les aristocrates, confiné-es dans Versailles en jouant des pastorales, n'ont pas vu venir la Révolution.

Les actuel-les nanti-es sont finalement tout aussi enfermés-es dans leur entre-soi et leur suffisance.

Certes, « L'Histoire ne se répète pas, elle bégaie ». Mais il ne tient qu'à nous de reprendre le pouvoir, c'est ainsi que nous garderons notre éternelle jeunesse !

*Amélie Chapapria & Christophe Dumaillet,
co-secrétaires départementaux de la FSU26.*

SUCCÈS DU STAGE FSU « AESH-ENSEIGNANT·ES »

La FSU-SNUipp 26 a fait venir Bruno Egron mardi 16 janvier à Valence pour aborder le travail des AESH et des enseignant-es par l'entrée des besoins de l'élève. Avec 175 participant-es de la Drôme et de l'Ardèche, la FSU a été à l'origine d'un temps fort de formation et d'échange de cette année.



sembler autant de collègues autour de la thématique de l'inclusion.

Ainsi, les stagiaires ont complété un « mur des revendications » pour un meilleur fonctionnement partenarial AESH/enseignant-es de l'école.

Des affiches ont été réalisées pour décorer la DSDEN le jour de la grève « Éducation » du 1^{er} février.

« AESH et enseignant-es : comment travailler ensemble ? », telle était la problématique à l'origine de ce stage pouvant relier les AESH et les enseignant-es du 1^{er} et du 2nd degré. Contact avait été pris avec **Bruno Egron**, IEN-ASH et formateur, pour aborder en une journée ce qui a nourri ses publications autour d'outils.

S'affranchir de la connaissance du trouble de l'enfant (souvent non transmis pour cause de secret médical ou trop général dans son libellé pour être utile en classe) et avoir une approche par les besoins s'avère plus utile pour l'enseignant-e et l'AESH.

En parallèle de cet apport théorique, la FSU n'oubliait pas l'aspect revendicatif, surtout en réussissant à ras-

Un salaire digne pour les AESH	Une véritable reconnaissance du métier d'AESH	Un statut pour les AESH	Une vraie formation pour les AESH
Augmenter les places dans les structures médico-sociales	Des moyens humains pour les élèves en situation de handicap	Des AESH à temps complet	Formation initiale et continue de qualité
ARE ??? AESH et AED Pas le même métier	Moins d'élèves par classe	NON aux PAS STOP aux PIAL	Un-e AESH pour 2 élèves maximum
Des droits pour la santé des AESH	Des règles d'affectation pour les AESH	Un véritable travail de concertation AESH / prof	Création d'une brigade de remplacement d'AESH

Youlie Yamamoto, porte-parole d'ATTAC et cofondatrice des Rosies, a demandé à des militantes de partager leur expérience pour la publication d'un manifeste. Ci-dessous, les mots d'Estelle, Rosie de la Drôme :

Avoir envie de dire les choses, mais ne pas savoir comment, quand. Vouloir dénoncer des injustices, mais ne pas se sentir de le faire, avoir peur de ne pas trouver les mots justes. Devoir prendre la parole, mais ne pas oser, ne pas se sentir légitime, d'autres le font si bien. C'est comme ça que je me représentais dans la société. Jusqu'à cette rencontre avec les Rosies.

La première fois que j'ai vu ces femmes dansant avec force, sourire et détermination en occupant l'espace, j'ai compris. J'ai compris que ce serait comme ça que je prendrai la parole. Parce que c'est bien une prise de parole, puissante et belle.

Au début, nous étions quelques-unes. Aujourd'hui, nous remplissons les places. Nous écrivons, inventons, créons, partageons et dansons ! Nous investissons les sujets qui nous tiennent à cœur en ne doutant plus de notre légitimité à le faire.



Nous sommes devenues un collectif pluriel qui a confiance en ses membres et qui a toujours autant de joie à se retrouver. Nous avons trouvé la voie pour faire entendre nos voix.

Les Rosies ont semé des graines un peu partout. Les Rosies drômoises ont germé et vont semer ailleurs...

... ET QUE VIVENT LES ROSIES !



Mesdames, investissez dans un bleu de travail, des gants mappa jaunes et un fichu rouge à pois blancs, car le combat des Rosies ne fait que commencer et promet de durer.

S'il en était besoin, la nécessité de se battre en tant que femme vient encore d'être prouvée.

J'ai pu, en tant que représentante du personnel, assister à la première commission départementale de l'Action Sociale de l'Éducation Nationale de l'année 2024. Dans cette instance où siègent des représentant-es de la MGEN, de l'administration et des agent-es, nous avons fait le bilan de l'année passée, puis nous avons examiné les demandes d'aides faites auprès de l'assistante sociale du personnel.

Lors de cette commission, les statistiques concernant l'année passée sur le profil des agent-es aidé-es sont instructives : 91 % des demandes ont été faites par des femmes et 54 % des dossiers ont concerné des contractuel·les.

La militante syndicale que je suis n'a pu s'empêcher de faire remarquer qu'il était **insupportable de constater que, dans notre institution publique, certaines**

professions, surtout investies par des femmes, ne sont pas rémunérées suffisamment pour permettre de subvenir aux besoins primaires de ces personnes. De plus, nombre de ces femmes aidées vivent seules.

La commission du 30 janvier a étudié la situation de 18 agent-es : sur ces 18 dossiers, 15 concernaient des femmes et 12 étaient des AESH ou des AED.



Par ailleurs, il faut savoir qu'il n'est pas facile de franchir la porte du bureau de l'assistante sociale du personnel. On peut donc supposer que bon nombre de ces personnes précaires et mal rémunéré-es ne font pas

appel à l'action sociale alors qu'elles ou ils entreraient sûrement dans les critères d'attribution.

Alors, Mesdames, continuons le combat...

Même si des hommes sont aussi concernés, ils sont moins nombreux et si nous gagnons sur des revalorisations de métiers et de rémunération, ils en seront aussi bénéficiaires.



Levons le poing, dansons, chantons et revendiquons encore et toujours des moyens pour vivre dignement !!!

Odile, une Rosie.

La loi immigration, dite « loi Darmanin », a été votée le 19 décembre au Parlement. Elle est l'aboutissement d'une dérive de la majorité présidentielle qui a fait le choix de reprendre des idées xénophobes et racistes, traditionnellement défendues par l'extrême droite et une droite de plus en plus dure, au lieu de renoncer à son projet de loi. Preuve en est puisque Marine Le Pen a clamé qu'il s'agit d'une « victoire idéologique ».

Même si cette loi scélérate a été censurée par le Conseil Constitutionnel, elle a notamment permis de donner du crédit à la notion de préférence nationale, de mettre dans le paysage des conditions encore plus difficiles et onéreuses pour venir étudier en France pour les étrangers. Elle transgressait même la Convention Internationale des Droits de l'Enfant en durcissant les conditions d'accès au regroupement familial.

Macron et Darmanin ont fait preuve d'un cynisme ignominieux puisqu'ils ont eux-mêmes saisi le Conseil Constitutionnel, se drapant ainsi d'une fausse dignité, au lieu de retirer le texte. Il se sont ensuite empressés de promulguer la loi, pour mieux préparer la prochaine charge contre les immigrés et les étrangers. D'ailleurs, Darmanin annonce déjà une réforme constitutionnelle en 2024 pour « changer les règles du droit du sol » à Mayotte.

La FSU, avec d'autres syndicats et organisations, lutte contre toute forme de discrimination et de xénophobie. Notre section drômoise a participé à de nombreux rassemblements contre cette loi, tout particulièrement les 14 et 21 janvier derniers. La FSU 26 a signé le communiqué de presse envoyé par l'ASTI (Valence et Romans) pour une nouvelle journée de lutte le 3 février... (*consultez régulièrement notre site*)



F.S.U. 26

Pour la FSU, accepter, accueillir des étrangers, c'est une forme d'ouverture et d'émancipation qui désarme les marchands de haine et conduit aussi à la Paix ; c'est pourquoi nous devons résister, encore et toujours, afin de renforcer la liberté de déplacement, l'égalité entre toutes et tous et la fraternité entre les peuples.

POUR GAZA : CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT !

Ziad Medoukh est un *professeur de Français palestinien*. Responsable du département de Français à l'université Al-Aqsa de Gaza et coordinateur du Centre de la Paix de cette université. En plein conflit à Gaza, il témoigne de la situation catastrophique sur place... quand il arrive à accéder à une connexion internet !

Bonjour de Gaza la détruite et Gaza la dévastée,

Croyez-moi : ma détermination, mon courage, ma résilience, ma patience et mon optimisme n'arrivent pas à dépasser ma détresse totale.

Après presque quatre mois, depuis le début de cette agression horrible de l'occupation contre la population civile de la bande de Gaza, la situation sur place est de plus en plus catastrophique et terrifiante.

La vie est un goût amer ; en fait, il n'y a pas de vie à Gaza. La vie est paralysée totalement.

Il n'y a rien : ni nourriture, ni eau, ni médicaments, ni électricité, ni gaz, ni lait, ni pain, ni fruits, ni légumes, ni viande, ni poulet, ni poissons, ni moyens de transport, ni logement et ni perspectives.

Des milliers d'élèves sont privés de leurs cours et des dizaines de milliers d'étudiants sont privés de leurs études.

Des milliers de fonctionnaires, d'employés et d'ouvriers sont privés de leur travail et de leurs salaires.

Rien ne fonctionne à Gaza actuellement : aucune administration et aucun commerce.

Je suis très triste. Je suis malheureux, je souffre au quotidien comme tous les habitants de cette région dévastée et laissée à son sort par une communauté internationale officielle complice.

Et je suis en train de supporter l'insupportable.

C'est vrai que j'ai vécu beaucoup de guerres, d'agressions, d'offensives et de carnages. Mais je n'ai jamais vécu une situation horrible comme celle-ci depuis mon enfance.

Actuellement, déplacé d'un quartier à un autre et d'une maison à une autre chez les proches et les cousins, car les bombardements se poursuivent jour et nuit partout dans cette prison à ciel ouvert et fermé, et les chars peuvent arriver dans n'importe quel quartier à tout moment. [...]

Ce n'est pas l'argent qui manque mais les produits alimentaires et essentiels, car depuis quatre mois aucun produit n'entre à Gaza et il n'y a pas d'aides humanitaires qui arrivent dans le nord de la bande de Gaza.

Pour la situation sanitaire, elle est dramatique, aucun hôpital ne fonctionne, tous les hôpitaux sont hors-service, il y a seulement trois cliniques dans toute la ville de Gaza qui abrite 300 000 habitants et déplacés. Dans chaque clinique, il y a seulement cinq ou six médecins bénévoles débordés qui reçoivent 5 000 patients par jour, sans de vrais médicaments à donner, ou des médicaments expirés. [...]

C'est de la folie meurtrière et l'impunité totale sans aucune réaction internationale officielle.

Les Palestiniens de Gaza, malgré leur colère et leur malheur apprécient beaucoup les manifestations de solidarité partout dans le monde pour dénoncer ce génocide répété et pour appeler à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza.

L'aspect positif dans tout cela qui me rend fier de moi : Je n'ai pas de haine.

Amitiés palestiniennes

de Gaza qui n'est plus Gaza

et de Ziad qui n'est plus Ziad.

VDHA = Violences - Discrimination - Harcèlement et Agissements sexistes !

**Si c'est pas oui,
c'est non !**

Dans le cadre de l'axe 5 du plan égalité professionnelle ratifié par le ministère, celui-ci s'engage à « Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violences (dont violences sexuelles et sexistes), de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes ».

Les référent-es pour chaque département ont été désigné-es parmi les représentant-es des personnels pour veiller au suivi des signalements par les agent-es. Ils et elles sont à la FSU (Sandrine Eyraud pour la Drôme et Amélie Chapapria pour l'Académie).

Dans le même temps, les membres des formations spécialisées ont reçu une formation par une association d'aide aux victimes afin de connaître les principes de l'écoute et de l'accompagnement de celles-ci.

Le rectorat a dû mettre en œuvre le dispositif de recueil réglementaire pour l'Académie : le point écoute.



Un premier groupe de travail s'est réuni en janvier pour définir une procédure et ériger des règles de gestion des signalements dans toute l'académie, dans tous les établissements et services.

Sans mettre au pilori sur la place publique les agresseurs, ce qui n'est pas le genre de la FSU, il faudra garantir aux victimes que des sanctions seront effectivement prises quand la situation l'exige. Il en va de la reconnaissance et de la reconstruction de la victime.

Si vous êtes vous-même victime ou témoin d'agissements de cet ordre, rapprochez-vous de votre syndicat de la FSU dans lequel des personnes formées pourront vous écouter et vous accompagner.

NON À DES JOP 2024 QUI DÉSHÉRITENT EPS ET SPORT SCOLAIRE !

Depuis des années, les rapports sur l'augmentation de la sédentarité et ses conséquences se multiplient.

L'OMS alerte maintenant clairement sur le coût social du manque d'activité physique de la population. Nos jeunes ont perdu 25% de leurs capacités cardio en 40 ans et 13% seulement des 11-17 ans réalisent l'heure d'activité physique quotidienne recommandée.

Nous savons que c'est chez les jeunes qu'il faut donner les habitudes de pratique et donc tout commence à l'école pour toucher toute la jeunesse sans distinction.

Dans ce contexte, le SNEP-FSU a lancé il y a quelques années « la semaine de l'EPS », qui s'est tenue cette année du 20 au 24 novembre 2023, pour réaffirmer le besoin de développer l'EPS et le sport pour construire une société plus sportive, plus émancipatrice et plus solidaire.

Les 5 départements de l'Académie de Grenoble ont fait le choix de proposer des temps de rencontre formatifs, sportifs et conviviaux sous forme de stages pédagogiques venant prendre le relais du manque criant de formation continue pourtant plébiscitée par la profession.

Les SNEP 26 & 07, ayant pris l'habitude de mutualiser leurs forces, ont proposé 2 stages bi-départementaux qui ont eu un franc succès : un stage « Basket » au collège Revesz-Long de Crest, le mardi 21/11, avec une quarantaine de collègues et un stage « Handball », le vendredi 24/11, à Tournon, avec 16 participant-es.

L'occasion de s'enrichir de l'expertise pédagogique des uns et des autres et de formateurs spécialisés ; mais aussi entretenir le lien de la profession qui fait sa force et, bien sûr, **porter les revendications du SNEP-FSU**

pour « PLUS et MIEUX d'EPS », en appeler à un véritable héritage pour la jeunesse en cette année 2024 où la France accueille l'événement international des Jeux Olympiques et Paralympiques, emblème de la culture sportive et de son rayonnement.

Comme image symbolique, les enseignants présents ont réclamé **4h d'EPS de la 6^e à la Terminale**, seul levier garant de l'accès à la pratique physique pour toutes et tous les jeunes, sans discriminations, et de leur permettre de construire une culture sportive et artistique pérenne.

Mais aussi un plan de recrutement (1500 postes chaque année), un plan de construction-rénovation d'équipements (200 piscines et gymnases par an), une épreuve d'EPS au Brevet et le doublement du coef. au bac, des « + en EPS » (section sportive, option, enseignement de spécialité...) dans chaque établissement, une unité d'enseignement obligatoire en licence ...

Ce 1^{er} étage de la fusée de la **campagne EPS 2024 pour « 4h d'EPS pour toutes et tous »** lancé, elle se poursuit avec des actions allant crescendo de l'échelle départementale à l'échelle nationale : **Trail des enflammés du 26, le jeudi 8 février** au parc Jean Perdrix à Valence et, baroud d'honneur, **toutes et tous « sur le pont » - grève spécifique EPS - le VENDREDI 15 MARS à Paris !** (signalez vous pour venir, les SNEP 26 & 07 ont 25 places de train payées)

Pour que les discours s'accompagnent de vrais moyens et que les ambitions affichées d'une nation sportive ne soient pas que des mots !

Pour un vrai héritage des JOP pour la jeunesse !

Afin de mieux réarmer la France et sa jeunesse, Attal et Macron ont annoncé et entamé, toujours au pas de charge, toujours sans aucun texte officiel, une nouvelle réforme du collège. Il s'agit bien là de poursuivre la destruction du Service Public d'Éducation, de rompre l'unité du second degré avec la réforme du Brevet, de renforcer le séparatisme et l'assignation sociale avec les groupes de niveaux généralisés...

De même, le Gouvernement ne manquera pas de généraliser l'expérimentation de l'uniforme au collège, qui touche déjà trois collèges drômois (*Barjavel à Nyons, Triboulet à Romans et Cotte à Saint-Vallier*). Les élèves comme les personnels vont souffrir encore un peu plus.

La FSU 26 a profité du Comité Social et Administratif Spécial Départemental (CSA-SD) du 29 janvier dernier, portant sur la préparation de la rentrée et les DG, pour dénoncer le constant mépris de classe de nos dirigeants, pour condamner ces nouvelles attaques gouvernementales et rappeler nos propositions pour reconstruire l'École (voir la déclaration liminaire de la FSU 26 sur notre site).

Et il a bien fallu la délégation complète pour contrer la mauvaise foi hautaine de notre IA-DASEN qui, comme toujours, a fait preuve du dernier zèle pour essayer de vendre les mauvaises bonnes idées que constitueraient les groupes de niveau, les baisses de moyens et l'augmentation des effectifs.

Première marque de mépris : la convocation de cette instance ne s'est pas faite dans les règles. En effet, il est devenu habituel pour le représentant départemental de notre ministre d'oublier le second degré : pas de CSA SD de rentrée ; convocation envoyée à peine huit jours avant la séance, envoi des documents hors délai.

Seconde salve de mépris non exhaustive : les groupes de niveau sont une demande de la profession pour répondre à l'hétérogénéité ; ils vont permettre à tous les élèves de progresser dans le respect des programmes grâce à la porosité des groupes (*il est d'ailleurs tout à fait normal de demander que les professeur-es des écoles trient dès maintenant leurs élèves de CM2, pour bien anticiper la rentrée*) ; il n'y a pas d'atomisation des classes puisque les groupes de niveaux ne concernent qu'un petit tiers de l'horaire hebdoma-

daire (*vive Pagnol et sa recette du « Picon-Citron-Curaçao » !*) ; la perte d'une heure d'enseignement en 6ème va permettre aux élèves de mieux s'adapter à l'École puisqu'ils et elles passeront progressivement de 24 heures de cours par semaine en CM2 à 25 en 6ème, puis à 26 heures en 5ème. Par ailleurs, la dotation des collèges drômois a été calculée au mieux (c'est-à-dire selon un mode opératoire spécieux) pour permettre de fonctionner : s'il n'y a plus de groupes en sciences et en langue, si les langues anciennes sont regroupées et sacrifiées, c'est une volonté des établissements qui demeurent autonomes (pour répartir au mieux la pénurie).

La FSU 26 n'a eu de cesse, pendant plus de deux heures et demie, non seulement de pousser son interlocuteur dans ses retranchements en démontrant combien tout son argumentaire n'est que mensonges et manipulations, mais aussi de rappeler la souffrance et la colère des personnels.

Pour lutter contre les inégalités, il faut réduire les effectifs des classes, il faut proposer davantage de doublages, il faut renforcer les heures de tous les enseignements, dispensés par des professeur-es formé-es dans une discipline précise, il faut renforcer les vies scolaires et l'administration des établissements, il faut recruter des personnels médicaux et sociaux.

La FSU 26 a demandé de voter un avis sur la répartition de la dotation horaire des collèges de la Drôme. Les organisations syndicales présentes (FSU et Unsa) ont rejeté unanimement la proposition de l'administration.

De même, les DG sont actuellement majoritairement rejetées dans les Conseils d'Administration des collèges.

Enfin, la journée d'action du 1er février a largement montré que l'ensemble de la profession est vent debout contre des contre-réformes.



En poursuivant sans relâche nos actions, toutes et tous ensemble, avec les parents, nous pouvons faire reculer Attal et son prête-nom à l'Éducation Nationale.

Semya Ajmi-Watbled et Christophe Dumaillet.



Le service public,
on l'aime, on le défend

Avec 40 % de grévistes en moyenne sur tout le territoire et au vu des cortèges présents partout, la première journée de mobilisation a été un réel avertissement pour le ministère. L'actualité dans les collèges, avec la mise en place des groupes de niveaux sans textes réglementaires, a joué dans la mobilisation du second degré. Les propos chaque jour plus désastreux de la ministre aussi.

Cette grève est le premier élément d'une campagne au long cours.

Le SNES-FSU a immédiatement proposé une nouvelle journée de mobilisation le **mardi 6 février**.

Une plateforme pour interpellier les parlementaires est active et chacun-e peut s'en saisir.

La **pétition intersyndicale contre le choc des savoirs** est lancée également.



La **pétition contre les évaluations nationales**, véritable outil pour discuter avec les collègues, est aussi un point de convergence des organisations syndicales.

Les textes du choc des savoirs, si méprisables, sont soumis au vote du CSE le **jeudi 8 février** (comme ceux sur le redoublement, la labellisation des manuels, les horaires des SEGPA). Ce sera aussi le **jour de la carte scolaire des écoles de la Drôme**

qui doivent rendre 11 postes, rien que ça !

Le **8 mars** doit représenter un symbole dans ces temps rétrogrades : la FSU veut du progrès pour les femmes et pour tous !

Enfin, le **19 mars** doit trouver dans la rue les nombreux et nombreuses opposant-es aux attaques contre la Fonction Publique. La FSU réaffirme la nécessité de fonctionnaires dont les effectifs, le statut et le salaire soient à la hauteur d'un service public de qualité.

POURSUITE DE L'ACTION DANS L'ÉDUCATION

Une journée de grève ne suffisant pas... pour défendre l'École Publique, exiger l'ouverture de discussions sur les salaires et conditions de travail et l'abandon des mesures « choc des savoirs », les organisations FSU, UNSA-Educ, SGEN-CFDT, CGT Educ'action et Sud-Education ont décidé de s'inscrire dans **un plan d'action dans la durée**.

« Dying » (mourant) à Camille Vernet, Valence.



Action « Tri social » aux Catalins, Montélimar.

L'action s'est donc poursuivie dans la Drôme :

- plusieurs rassemblements ont été médiatisés à **Romans, Montélimar et Valence, mardi 6 et mercredi 7 février** ;
- d'autres actions se construisent plus localement comme l'organisation du « **tri social** » à l'entrée des établissements ...

Action « Mort de l'Éducation » au Triboulet, Romans.



Les organisations syndicales se sont aussi engagées dans la **préparation d'un rebond fort et durable de l'action au mois de mars** pour le **Service Public d'Éducation** et ses personnels.





#GREVE FEMINISTE

Le 8 mars, nous serons en grève en solidarité avec nos sœurs confrontées aux guerres qui sévissent dans le monde, avec toutes celles qui se défendent farouchement pour recouvrer leur liberté et leurs droits.

Les idées d'extrême droite qui prônent la haine de l'autre, le racisme... se banalisent. La loi Darmanin votée en décembre dernier en est un exemple. Nous réclamons l'abrogation de la loi immigration et la régularisation des sans-papiers.

Nous voulons vivre et non pas survivre ! Nous demandons la hausse des salaires, la revalorisation des minima sociaux, la construction massive de logements sociaux.

Nous réclamons du travail et des salaires décents, l'abrogation de la réforme Macron des retraites, des lois qui pénalisent chômeurs, chômeuses et bénéficiaires du RSA.

Nous voulons des services publics de qualité dont nous réclamons aussi la création pour la petite enfance et la perte d'autonomie : l'idéologie libérale vise à casser et à privatiser les services publics (*hôpital, école, EHPAD, logement...*) et ce sont les femmes qui compensent le plus souvent cette carence auprès des enfants comme des plus âgé·e·s !

Nous voulons du temps pour vivre, un partage égal des tâches, une réduction du temps de travail pour toutes et tous.

Notre corps nous appartient

Nous réclamons la réouverture de tous les centres d'interruption volontaire de grossesse fermés. Nous voulons inscrire dans la Constitution le droit à l'avortement de façon réellement protectrice.

Nous voulons pouvoir faire nos choix de vie, vivre librement notre orientation sexuelle, nos identités...

Stop aux violences sexistes et sexuelles

#MeToo est partout, dans tous les milieux. L'impunité persiste, 1% seulement des viols sont condamnés.

Alors que la France accueillera cet été les Jeux Olympiques et Paralympiques, nous demandons la mise en place d'actions concrètes pour lutter contre toutes les violences sexistes et sexuelles, pour protéger les victimes ...

Éduquer à l'égalité, un enjeu majeur

Une éducation à l'égalité doit permettre aux enfants de comprendre les mécanismes de domination s'exerçant dans notre société. Nous voulons une éducation non sexiste, la mise en place effective d'une éducation à la vie affective et sexuelle qui intègre les notions de désir et de plaisir, d'une éducation au consentement et à l'égalité.

Le 8 mars, nous serons en grève contre le patriarcat et ce gouvernement. Nous montrerons le rôle fondamental des femmes dans la société : quand les femmes s'arrêtent, tout s'arrête. Toutes dans la rue et en manifestation ce jour-là !



Liste des signataires de l'appel et intégralité du texte sur le site de la FSU-26 :

<https://fsu26.fsu.fr/>

MOBILISATION POUR LA FONCTION PUBLIQUE LE 19 MARS

- **COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL** -

Bagnolet, le 24 janvier 2024.



Les organisations syndicales de la Fonction Publique CFTD, CFE-CGC, CGT, FA, FO, FSU, Solidaires, UNSA, réunies le mercredi 24 janvier, constatent et condamnent l'absence de toute perspective de mesures générales d'augmentation des rémunérations dans la Fonction Publique dans un contexte d'inflation encore soutenue. Il est urgent d'ouvrir sans délai des négociations pour améliorer les carrières et prendre des mesures générales pour les salaires, notamment en revalorisant le point d'indice, dans un contexte d'effondrement du niveau des rémunérations des agent·es publics.

Loin de répondre sur la question des rémunérations et des conditions de travail, le Président de la République a réaffirmé la mise en perspective d'une loi, qu'il qualifie « d'historique », pour la Fonction Publique visant selon lui à mieux reconnaître le « mérite ».

Alors même que la Fonction Publique n'est mentionnée dans aucun portefeuille ministériel, les organisations syndicales dénoncent une manœuvre visant à esquiver l'urgence de la revalorisation et risquant de créer des divisions parmi les agent·es et de nouvelles inégalités, notamment entre femmes et hommes.

Les agent·es ne sont pas dans l'attente de « mérite » mais d'une rémunération qui leur permette de vivre dignement et soit prise en compte pour le calcul de leurs pensions.

Pour mettre un terme à la spirale de paupérisation de l'ensemble des personnels de la Fonction Publique et refuser de subir une année blanche en termes de traitement, les organisations syndicales décident d'une journée de mobilisation le mardi 19 mars prochain et appellent les personnels à se mobiliser par tous moyens, y compris la grève !

Les syndicats de la FSU : EPA - SNAC - SNASUB - SNCS - SNE - SNEP - SNEPAP - SNES - SNESUP - SNETAP - SNICS - SNPES-PJJ - SUI - SNUAS-FP - SNUEP - SNUIPP - SNUITAM - SNUP-CDC - SNUPDEN - SNU-TEFI - SNUTER - SUPMAE

FSU26 - Maison des Syndicats
17, rue G. Bizet 26000 Valence
04.75.56.77.77 fsu26@fsu.fr

